

CHIK ET CHOC : RÉVEILLER NOTRE STRATÉGIE SANITAIRE

JUIN 2025

Pour une refondation territoriale de la lutte contre les maladies vectorielles et la santé environnementale

1. Contexte

L'épidémie de chikungunya 2024-2025 marque une rupture sanitaire et sociale majeure pour La Réunion. Le décès d'un enfant, les complications graves chez les plus vulnérables et la saturation de notre système de santé soulignent que nous ne sommes pas face à une crise passagère, mais à **une faille structurelle de prévention et d'anticipation**.

Le CESER, en tant qu'assemblée consultative de la société civile organisée, a choisi d'alerter, de rassembler et de proposer.

2. Constats partagés

- Les dispositifs actuels **sont réactifs mais peu anticipateurs**.
- La gouvernance reste **cloisonnée**, avec une faible articulation entre l'État, les collectivités et les citoyens.
- Le **capital scientifique local** (IRD, CIRAD, CYROI) est insuffisamment mobilisé à l'échelle opérationnelle.
- La **mobilisation communautaire** est trop faible, faute de relais de proximité pérennes.

3. Objectifs de la note d'urgence

- Renforcer la gouvernance territoriale de la lutte anti-vectorielle, avec des instances pluri-acteurs actives et lisibles.
- Territorialiser la prévention, en inscrivant la santé dans les documents d'urbanisme et les politiques locales.
- Passer à l'échelle industrielle pour les techniques validées localement (TIS, Wolbachia).
- Reconnaître la lutte anti-vectorielle comme un service public de prévention environnementale.
- Associer les citoyens à la gouvernance, la surveillance, la mobilisation et l'évaluation.

**CHIK ET CHOC : RÉVEILLER
NOTRE STRATÉGIE SANITAIRE**
Pour une refondation territoriale de la lutte contre les maladies vectorielles et la santé environnementale



CHIK ET CHOC : RÉVEILLER NOTRE STRATÉGIE SANITAIRE

JUIN 2025

4. Six axes de transformation proposés

1-Gouvernance : réactivation du GIP-LAV, création d'un comité scientifique indépendant, désignation de référents LAV dans chaque commune.

2-Prévention : révision du plan ORSEC-LAV pour intégrer des indicateurs comportementaux et sortir de l'alerte permanente.

3-Mobilisation communautaire : ambassadeurs de quartiers, brigades communales, campagnes COMBI ciblées.

4-Urbanisme sanitaire : intégration de la santé dans les PLU/SCOT, formation des élus, mobilisation des Contrats Locaux de Santé.

5-Innovation & Évaluation : industrialisation des techniques innovantes, création d'un observatoire territorial de la LAV, suivi des biocides et de leur efficacité.

6-Reconnaissance de la lutte anti-vectorielle : appuyer la reconnaissance de la lutte vectorielle comme service public à part entière

PROPOSITION PHARE

Le CESER appelle à l'organisation d'une **Conférence régionale pour une santé insulaire durable**, rassemblant :

- les institutions (État, ARS, collectivités),
- les scientifiques,
- les associations de santé et de quartiers,
- les citoyens et volontaires.

Objectif : **mettre en cohérence les stratégies (PRS, ORSEC, CLS, Livre Vert)** et structurer une réponse territorialisée, pérenne et inclusive à la hauteur des risques sanitaires du XXI^e siècle.

Faire de cette crise un tournant, c'est refuser la banalisation du risque, et faire de La Réunion un territoire pilote en matière de santé publique résiliente, ancrée et co-construite.